

LETTRE DU PRÉSIDENT

Discours d'inauguration du Président Mohamed Choucair, à l'occasion de son élection à la tête de la Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture de Beyrouth et du Mont-Liban, le 2 février 2010

Chers amis,

Permettez-moi de vous remercier de la confiance qui m'a amené à la présidence de la Chambre de Beyrouth et du Mont-Liban. Cette confiance m'est très précieuse, et je mettrai tout en œuvre pour la préserver. Je souhaite que cette confiance s'étende, le long de ce mandat, à nos collègues des CCIA libanaises et des organisations économiques.

Que Dieu nous soutienne dans notre mission, afin que la Chambre devienne une référence pour les acteurs de l'économie libanaise, et un véritable foyer pour ses membres. La Chambre se doit de défendre les droits de ses membres, et d'établir un véritable partenariat entre un Etat responsable, et un secteur privé actif et entreprenant.

Notre parcours est semé de difficultés. C'est par une solide coopération entre tous les acteurs économiques que nous pourrons surmonter ces défis, et développer l'économie libanaise, notamment par une plus grande coopération avec les pays Arabes et nos partenaires dans le monde.

Le conseil est désormais complet et nous entamons la phase de production. Notre programme « L'économie est notre garantie », s'articule sur un travail constant de planification. Nous devons mener à bien nos engagements au service de l'économie libanaise.

Le travail commence aujourd'hui même. Le conseil a été formé dans une optique de réforme et de renouveau, nous basant sur les principes fondamentaux qui ont toujours guidé la Chambre ainsi que l'expérience acquise jusque là. Le Conseil précédent, présidé par M. Ghazi Kraytem, a constitué une phase importante dans cette voie.

Nous comptons sur l'expérience des membres dont le mandat a été renouvelé. Nous comptons aussi sur les nouveaux membres afin de faire évoluer la Chambre et de l'adapter au changement. Ces hommes et ces femmes sont jeunes, motivés, et reconnus pour leur réussite dans leur domaine ainsi que pour leur volonté de servir l'intérêt public. Je voudrais d'ailleurs remercier les politiques de ne pas avoir

interféré dans ces élections. Leur neutralité a permis l'élection de personnalités indépendantes, reconnues dans tous domaines de l'économie,

La Chambre, foyer de l'économie libanaise

La Chambre, représente l'ensemble des activités économiques, et se situe à égale distance de tous les secteurs ; elle peut ainsi jouer un rôle médiateur en cas de conflit d'intérêt, de divergences sectorielles, ou de discordes de quelque nature que ce soit. Cette impartialité prend toute son importance au Liban, où les intérêts divergents et les conflits d'opinions font obstacle aux efforts du gouvernement pour améliorer la situation économique et sociale. Afin de permettre à la Chambre de remplir son rôle fédérateur et d'être au service de tous ses membres, le programme de travail du Conseil donne priorité à un plan de communication avec les entreprises, que nous comptons mettre en œuvre le plus rapidement possible.

En outre, notre programme prévoit un mécanisme de coordination avec les organisations économiques, formées des CCIA régionales, des associations professionnelles, et des syndicats.

Dans le contexte actuel de globalisation, nous projetons une coopération plus intense avec les chambres et les organisations économiques internationales, dans l'intérêt du secteur privé. Il faut que le Liban retrouve son poids régional et international, et que Beyrouth joue un rôle économique et commercial prépondérant au Moyen-Orient.

L'un des aspects de la gouvernance de notre programme consiste à mieux assurer la participation du secteur privé à la prise de décision. Cela est de nature à motiver les entreprises et à permettre que leurs intérêts légitimes soient mieux pris en compte.

Le gouvernement d'union nationale représente l'occasion de relancer l'économie nationale, après la longue période de stagnation qui a affaibli le Liban et son économie libanaise. La présidence de Monsieur Saad Hariri, homme d'affaires de grande envergure, est par ailleurs un élément favorable. Nous saisissons cette opportunité pour relancer les programmes de développement qui n'ont pas pu être approuvés par le passé.

Nous devons agir de concert avec le gouvernement ; exercer une pression afin d'élaborer les analyses et les programmes nécessaires à la relance de notre économie, et ceci dans les délais les plus brefs. Notre économie présente une résilience naturelle ; préservons-la en favorisant les projets d'intérêt national, au-delà des intérêts particuliers. Que la politique soit conçue au service de l'économie nationale, et non l'inverse. Je voudrais assurer les hommes d'affaires de l'importance que le président Hariri attache à l'économie. Nous l'avons accompagné dans sa visite en

Turquie et en France, et nous avons constaté son dévouement à suivre personnellement tout ce qui pourrait consolider l'économie libanaise, même dans les moindres détails.

Stratégie et priorités économiques

Nous avons énoncé dans le programme l'importance d'identifier et de mettre en œuvre des priorités économiques, notamment celles qui constituent un effet de levier permettant au Liban d'accéder au rang des pays émergents. Notre pays serait alors à même de se développer de manière autonome et de suivre la voie du développement durable.

Ces priorités sont notamment destinées à briser le cercle vicieux qui résulte de la divergence entre les capacités des jeunes libanais et les opportunités de travail disponibles au Liban.

D'autre part, c'est par la présence des ressources nécessaires pour transformer les entreprises, et par l'investissement dans des entreprises modernes qui intègrent les nouvelles technologies que le climat d'investissement pourra être amélioré au Liban.

Les sujets économiques dans la déclaration ministérielle

Le programme de la Chambre rejoint la déclaration ministérielle en ce qui concerne la croissance, le développement durable, l'emploi dans les secteurs public et privé, l'investissement, la stabilité économique, le commerce extérieur, le plein emploi, ainsi que la réforme de l'administration publique.

Dans ce contexte, parmi les actions les plus importantes on peut citer : le soutien aux secteurs productifs, l'amélioration de la concurrence, la libéralisation du secteur des télécommunications, l'amélioration du climat d'investissement et notamment la simplification des opérations administratives, de la création d'entreprises et de leur dissolution, la signature d'accords de commerce extérieur, l'accession à l'OMC, la participation à la politique européenne de voisinage et à l'Union pour la Méditerranée, la lutte contre le chômage et la création d'emplois.

La confiance que vous me témoignez m'honore. Ensembles, remercions les adhérents pour leur confiance et soyons-en dignes en assumant nos responsabilités au mieux. L'économie nationale mérite tous nos sacrifices, joignons donc nos efforts pour servir l'intérêt du Liban.